

Département des Bouches-du-Rhône

EDF CCG de Martigues

Réfection des digues de protection de la station de pompage et du plan d'eau CGC de Martigues

Rapport du Commissaire enquêteur

Marc CHALLEAT
Commissaire enquêteur

Novembre 2022

Sommaire

1. Généralités.....	3
1.1. Objet de l'enquête.....	3
1.2. Le site et les motivations du projet.....	3
1.3. Cadre juridique et administratif de l'enquête.....	3
1.4. Présentation du projet soumis à l'enquête.....	4
1.5. La composition du dossier soumis à l'enquête.....	5
2. L'organisation et le déroulement de l'enquête.....	6
2.1. Désignation du commissaire enquêteur.....	6
2.2. Préparation de l'enquête et information complémentaire.....	6
2.2.1. Arrêté du Préfet.....	6
2.2.2. Visite du site.....	7
2.3. Modalités de l'enquête.....	7
2.3.1. Contrôle de la bonne information du public.....	7
2.3.2. Ouverture, paraphe et mise à disposition du registre d'enquête.....	7
2.3.3. Clôture du registre d'enquête.....	7
2.4. Information du public.....	8
2.4.1. Avis dans la presse.....	8
2.4.2. Affichage et information pour l'enquête.....	8
2.4.3. Réunion publique.....	8
2.5. Observation générale sur le déroulement de l'enquête.....	8
2.5.1. Affichage et information du public.....	8
2.5.2. Climat de l'enquête.....	8
2.5.3. Procès-verbal de synthèse sur les observations.....	8
2.5.4. Réponse du responsable du projet.....	9
2.5.5. Avis du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête.....	9
3. Analyse du projet.....	9
3.1. Dossier de demande d'autorisation environnementale :.....	9
3.2. Avis du commissaire enquêteur.....	10
4. Avis émis par la conférence administrative.....	10

5. Observations (public, personnes publiques).....	10
Annexes.....	11
1. Plan de situation.....	12
2. Arrêté préfectoral du 08 septembre 2022.....	13
3. Constat d’huissier Affichage.....	18
4. Certificat d’affichage.....	20
5. Publications presse : La Marseillaise et la Provence.....	21
6. Procès verbal de synthèse.....	25

1. Généralités

1.1. Objet de l'enquête

L'enquête publique objet de ce rapport concerne la demande, présentée par EDF, de réfection des digues de protection de la station de pompage et du plan d'eau de la centrale thermique Cycle combiné gaz (CCG) de Martigues dans le département des Bouches-du-Rhône. La carte de situation (annexe 1), visualise le site concerné.

L'enquête publique a été ouverte et organisée par l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2022 de monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône ([annexe 2](#)).

1.2. Le site et les motivations du projet

Le site de production d'électricité d'EDF de Martigues se situe en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), à 40 km à l'Ouest de Marseille. Les deux Cycle Combiné Gaz (CCG) côtoient les quatre tranches fioul désormais à l'arrêt. Dans le cadre du « repowering », un grand nombre de bâtiments et d'équipements ont été réutilisés, dont la station de pompage de refroidissement et ses quatre prises d'eau. Celle-ci est protégée des assauts de la mer par une digue qui se prolonge vers le sud par une digue qui abritait initialement la zone de dépotage combustible aujourd'hui désaffectée.

Avec une puissance totale de 930 MWe, le CCG de Martigues a produit, en 2021, 2,4 TWh pour répondre aux variations de la demande d'électricité, ce qui représente 17 % de la production thermique d'EDF en France, et 12 % de la consommation d'électricité de la région PACA, équivalent à la consommation domestique de 600 000 foyers.

Suite à des défauts de conception et aux événements climatiques défavorables du 11 décembre 2022 (tempête Ana) ayant généré d'importants dommages sur les digues, un diagnostic, réalisé en 2018, a mis en évidence la nécessité d'une profonde réfection de ces digues, pour préserver les infrastructures et éviter la ruine des digues. Dans l'attente de ces travaux, des travaux d'urgence ont été réalisés fin 2020 sur les zones les plus endommagées pour sécuriser les ouvrages.

1.3. Cadre juridique et administratif de l'enquête

Les travaux de réfection de ces digues représentent une modification du site existant, donc une modification d'une ICPE soumise à autorisation.

Selon l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-8-PC du 15 mars 2018 du site, toute modification notable doit faire l'objet d'un « Porter à Connaissance » :

« Tout modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement et sur avis de la DREAL, un « Porter à Connaissance », présentant le projet et ses incidences, a été transmis à la préfecture des Bouches-du Rhône le 1er décembre 2021. Compte tenu du caractère substantiel de la

modification, il s'est avéré nécessaire de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE).

L'enquête publique objet du présent rapport est mise en place en application de l'article R.2124-27 du CGPPP. Cet article précise qu'elle est menée sous les formes prévues aux articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'Environnement.

Les installations ICPE du CCG de Martigues ne sont pas modifiées par le projet, elles ne sont donc pas concernées par la présente demande d'autorisation environnementale. Il ne s'agit donc pas d'une demande de modification substantielle au titre de la réglementation des ICPE pour le CCG de Martigues mais bien uniquement une Demande d'Autorisation Environnementale pour la réalisation de travaux sur le milieu marin au titre de la réglementation IOTA. Ces travaux pourront nécessiter des ICPE temporaires, indépendantes des installations du CCG de Martigues, notamment pour la fabrication des enrochements artificiels ou le concassage des enrochements démontés de la digue actuelle.

L'autorisation environnementale demandée pour ce projet permet d'embarquer la demande de dérogation à la protection stricte des espèces. L'article L 411-1 du code de l'environnement prévoit en effet un système de protection stricte d'espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel. Il est en particulier interdit de détruire les spécimens, les sites de reproduction et les aires de repos des espèces protégées, de les capturer, de les transporter, de les perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Il n'est possible de déroger qu'exceptionnellement à ces interdictions portant sur les espèces protégées après autorisation accordée par l'administration sur la base d'un dossier de demande de dérogation, en l'absence d'autres solutions alternatives, à condition de justifier d'un intérêt précis prévu par la législation (L 411-2 CE) et à condition de ne pas dégrader l'état de conservation des espèces concernées.

A noter que le projet ne modifie pas les actuelles autorisations dérogatoires à l'article L.411-1 au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement (présentées au §3.2 de la pièce 1 du présent dossier) relatives à la perturbation intentionnelle et à la régulation du Goéland leucopnée (Larus michahellis) et du Choucas des tours (Corvus monedula).

1.4. Présentation du projet soumis à l'enquête

Des défauts de conception combinés à de récents événements météo-marins et notamment la tempête Ana survenue le 11 décembre 2017 ont endommagé ces digues, créant ou aggravant des désordres sur l'ensemble du linéaire de 320 mètres environ. Un diagnostic de l'ouvrage, a mis en évidence la nécessité de réaliser une profonde réfection de l'ensemble du linéaire de la digue afin de garantir la pérennité de l'ouvrage et la protection du site CCG de Martigues.

La dégradation actuelle de la digue de protection de la station de pompage apporte des risques à court terme sur :

- la prise d'eau avec un risque de chute d'enrochements en pied de talus et devant les aspirations avec, en conséquence la nécessité potentielle d'arrêter les tranches ;
- la projection de blocs situés en crête sur la voie de service et sur les installations situées entre la digue et la station de pompage ;
- l'inondation de la plate-forme en cas de franchissement de la crête.

Ainsi, la dégradation actuelle de la digue entraîne des risques pour la pérennité du fonctionnement de la source froide et par conséquent sur la pérennité du fonctionnement du CCG de Martigues et de l'alimentation électrique du réseau.

Si une intervention d'urgence devait être nécessaire pour réaliser des travaux au niveau des prises d'eau, elle pourrait entraîner un arrêt des tranches d'au minimum 1 mois (période pouvant être allongée en fonction de l'importance des dégâts) potentiellement en période hivernale (période pendant lesquels les épisodes de forte houle et de tempête sont les plus fréquemment rencontrés).

Cette opération s'inscrit notamment dans l'obligation de « maintien en état » des ouvrages imposé par l'arrêté portant concession d'endiguage et d'utilisation du Domaine public maritime.

Le projet consiste en une réfection de la carapace des ouvrages (dont la crête) et de la sous-couche, un reprofilage du noyau ainsi qu'une réfection de la voirie.

Dans le cas de la digue de protection du plan d'eau, le talus arrière de l'ouvrage (côté plan d'eau) sera également reconstruit et un mur de couronnement sera ajouté.

Dans le cas de la digue de protection de la station de pompage, un mur de couronnement sera également ajouté.

Pour atteindre les objectifs de protection de la digue et compte tenu des contraintes de conception, des enrochements artificiels (type ACCROPODETM II) de 3 m³ seront utilisés pour une portion de la digue de protection de la station de pompage (au droit des prises d'eau). Pour le reste de la digue, des enrochements naturels de taille similaire à ceux existant (4-6 t à 6-8 t) seront utilisés entre autres pour la carapace.

Le dimensionnement des ouvrages a été réalisé en considérant notamment une durée de vie des ouvrages de 20 ans avec une exploitation pérenne sur cette durée et une houle de période de retour 50 ans.

Des essais en modèle physique 2D et 3D ont également été réalisés par OCÉANIDE courant 2021 pour optimiser et valider les solutions techniques retenues dans l'étude de faisabilité, et notamment pour valider la stabilité hydraulique des ouvrages.

1.5. La composition du dossier soumis à l'enquête

Le dossier soumis à l'enquête comprend :

- la lettre du 20 juin 2022 à en tête d'EDF, à la préfecture des Bouches-du-Rhône, de demande d'autorisation environnementale concernant le projet de réfection de la digue de protection de la station de pompage et du plan d'eau du CCG de Martigues, accompagnée du Cerfa 15964-01 ;
- un dossier intitulé « Description technique du projet »
- un document intitulé « Etat actuel et évaluation des incidences du projet sur l'environnement », accompagné du document d'évaluation des incidences sur la biodiversité terrestre (bureau d'étude MICA), du document d'évaluation des incidences sur le milieu aquatique (bureau d'étude SEANEO) ;
- un résumé non technique ;
- le dossier de demande de dérogation d'atteinte aux espèces protégées ;

A ces documents sont joints :

- l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2022 portant ouverture de l'enquête publique,
- l'arrêté préfectoral du 11 août 2021 portant décision sur la demande d'examen au cas par cas, indiquant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- l'avis « favorable sans condition » du 25 juillet 2022 du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel ;
- l'avis de l'ARS du 22 avril 2022 ;
- le formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000.

2. L'organisation et le déroulement de l'enquête

2.1. Désignation du commissaire enquêteur

A la demande du préfet des Bouches-du-Rhône, le président du tribunal administratif de Marseille nous a désigné (Marc Challéat) comme commissaire enquêteur (décision n° E22000067/13 du 24 août 2022).

2.2. Préparation de l'enquête et information complémentaire

2.2.1. Arrêté du Préfet

Après concertation avec les services de la préfecture et de la mairie, les dates de l'enquête publique ont été fixées du 10 au 28 octobre 2022 inclus.

L'arrêté portant ouverture de l'enquête publique a été pris par le préfet le 08 septembre 2022 ([annexe 2](#)).

Pour consulter le dossier et le projet les moyens suivants ont été proposés au public :

- sur le lieu des permanences de l'enquête à la mairie de Martigues ;
- aux horaires suivants pour rencontrer le commissaire enquêteur :
 - lundi 10 octobre 2022 de 9h à 12h
 - lundi 17 octobre 2022 de 13h30 à 16h30
 - vendredi 21 octobre 2022 de 9h à 12h
 - vendredi 28 octobre 2022 de 13h30 à 16h30.
- sur le site de la préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse précisée dans l'arrêté préfectoral ;
- sur le site internet « <http://travaux-digue-centrale-martigues.enquetepublique.net> ».

Pour exprimer ses observations, le public a pu :

- utiliser le registre disponible sur le lieu des permanences durant toute la durée de l'enquête ;
- s'exprimer auprès du commissaire enquêteur lors des permanences assurées selon le calendrier fixé et sur le registre d'enquête ;
- adresser un courrier postal ou par messagerie à la préfecture ;
- adresser un courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur au siège de l'enquête ;
- déposer ses observations par voie électronique à l'adresse travaux-digue-centrale-martigues@enquetepublique.net

2.2.2. Visite du site

Nous nous sommes rendus sur les lieux concernés par le projet le lundi 03 octobre 2022, en compagnie de mesdames Estelle Dermine, Nathalie Carvajal et Virginie Codina, responsable et chargées de mission Environnement d'EDF. Ceci nous a permis de mieux apprécier le contexte et les enjeux.

2.3. Modalités de l'enquête

2.3.1. Contrôle de la bonne information du public

Nous avons pu vérifier le lundi 10 octobre 2022, avant l'ouverture de l'enquête publique, et le vendredi 28 octobre 2022, le jour de la clôture de l'enquête, que les panneaux d'affichages étaient en place.

La publicité relative à l'enquête publique a été faite sur différents supports de communication et d'information. Un constat d'huissier mandaté par EDF (annexe 3) et un certificat d'affichage et de publication, signé par la Maire (annexe 4) précisent les points d'affichage :

- des affiches ont été réparties dans les points suivants : panneaux d'affichage extérieurs de la mairie et à la mairie annexe de La Couronne, et à l'entrée de la centrale thermique.

Par ailleurs nous avons examiné le dossier officiel, transmis par la préfecture à la mairie avec le registre d'enquête. Les pièces étaient complètes pour la bonne information du public.

2.3.2. Ouverture, paraphe et mise à disposition du registre d'enquête

Le registre d'enquête, mis à disposition du public, a été coté et paraphé le 10 octobre 2022. A chaque permanence nous avons vérifié que le dossier était conforme au contenu annoncé. Aucune observation n'a été recueillie pendant les permanences, le maire a émis un avis écrit qui a été joint au registre d'enquête.

2.3.3. Clôture du registre d'enquête

Nous avons clôturé le registre d'enquête mis à disposition du public le vendredi 28 octobre 2022 à 16h30.

2.4. Information du public

2.4.1. Avis dans la presse

Conformément à la réglementation, les avis dans la presse locale sont parus 15 jours avant le début de l'enquête, ainsi qu'en attestent les annonces dans La Marseillaise le vendredi 23 septembre 2022, et dans La Provence le mardi 20 septembre 2022 ([annexe 5](#)).

Ces avis sont parus à nouveau dans les mêmes journaux le jeudi 13 octobre 2022, ce qui correspond au délai légal d'un rappel de la publication dans les 8 premiers jours de l'enquête qui a commencé le 10 octobre 2022.

2.4.2. Affichage et information pour l'enquête

Comme indiqué au chapitre 2.3.1 la publicité relative à l'enquête publique a été faite sur différents supports de communication et d'information. Des affiches ont été apposées à l'entrée du site, à la mairie et à la mairie annexe.

2.4.3. Réunion publique

S'agissant de simples travaux de reprise de digue, aucune réunion publique n'a été organisée.

2.5. Observation générale sur le déroulement de l'enquête

2.5.1. Affichage et information du public

Avant l'ouverture de l'enquête, et à sa clôture, nous avons pu personnellement vérifier que les affichages étaient en place.

Le site internet « travaux-digue-centrale-martigues@enquetepublique.net » comprenait bien les informations nécessaires à une bonne information du public.

2.5.2. Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans un climat parfaitement serein, aucun incident n'a été signalé.

2.5.3. Procès-verbal de synthèse sur les observations

Conformément à la réglementation en vigueur, un procès-verbal de synthèse des observations portées sur le registre d'enquête a été élaboré. Seul un avis écrit favorable du maire de Martigues (1^{er} adjoint) a été émis. Le procès verbal de synthèse a été adressé à EDF, Mme Dermine, référente environnement. Ce document porte sa signature et celle du commissaire enquêteur.

Le procès-verbal de synthèse est joint au présent rapport ([annexe 6](#)).

2.5.4. Réponse du responsable du projet

Le responsable de projet n'a pas apporté de réponse particulière au procès-verbal de synthèse qui lui a été adressé.

2.5.5. Avis du commissaire enquêteur sur le déroulement de l'enquête

L'enquête s'est déroulée, dans toutes ses phases (préparation, déroulement, remise du procès-verbal de synthèse, réponse) conformément à la réglementation en vigueur.

Aucune mobilisation de citoyens n'a été relevée, cela s'explique sans doute par le fait qu'il s'agit d'une simple reprise d'ouvrages existants, reprises sans doute jugée indispensable à la sécurisation du site de la centrale thermique.

Les services d'EDF et de la mairie ont été très disponibles.

3. Analyse du projet

3.1. Dossier de demande d'autorisation environnementale :

Le dossier comprend :

- la lettre du 20 juin 2022 à en tête d'EDF, à la préfecture des Bouches-du-Rhône, de demande d'autorisation environnementale concernant le projet de réfection de la digue de protection de la station de pompage et du plan d'eau du CCG de Martigues, accompagnée du Cerfa 15964-01 ;
- un dossier intitulé « Description technique du projet »
- un document intitulé « Etat actuel et évaluation des incidences du projet sur l'environnement », accompagné du document d'évaluation des incidences sur la biodiversité terrestre (bureau d'étude MICA), du document d'évaluation des incidences sur le milieu aquatique (bureau d'étude SEANEO) ;
- un résumé non technique ;
- le dossier de demande de dérogation d'atteinte aux espèces protégées.

A ces documents sont joints :

- l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2022 portant ouverture de l'enquête publique,
- l'arrêté préfectoral du 11 août 2021 portant décision sur la demande d'examen au cas par cas, indiquant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- l'avis « favorable sans condition » du 25 juillet 2022 du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel ;
- l'avis de l'ARS du 22 avril 2022 ;
- le formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000.

3.2. Avis du commissaire enquêteur

Le dossier présenté par la société EDF permet de disposer des éléments indispensables à la compréhension du projet de reprise des digues de protection de la CCG de Martigues.

Les cartes et les plans présentés dans le dossier d'enquête permettent une bonne compréhension du dossier.

Le dossier technique présenté expose de façon détaillée la justification des solutions techniques retenues.

Les évaluations des incidences sur la biodiversité terrestre et sur les milieux aquatiques sont détaillées.

4. Avis émis par la conférence administrative

- Avis favorable sans condition du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel.
- Avis de l'ARS qui « demande au pétitionnaire d'éviter d'effectuer les travaux en période estivale, où les sites de baignade sont fréquentés (mi-mai à fin septembre) pour éviter les pollutions et les impacts sanitaires sur les baigneurs. »

5. Observations (public, personnes publiques)

Aucune pétition n'a été reçue, ni aucun e-mail.

Aucune personne n'a fait d'observation durant les permanences du commissaire enquêteur.

Marc CHALLEAT

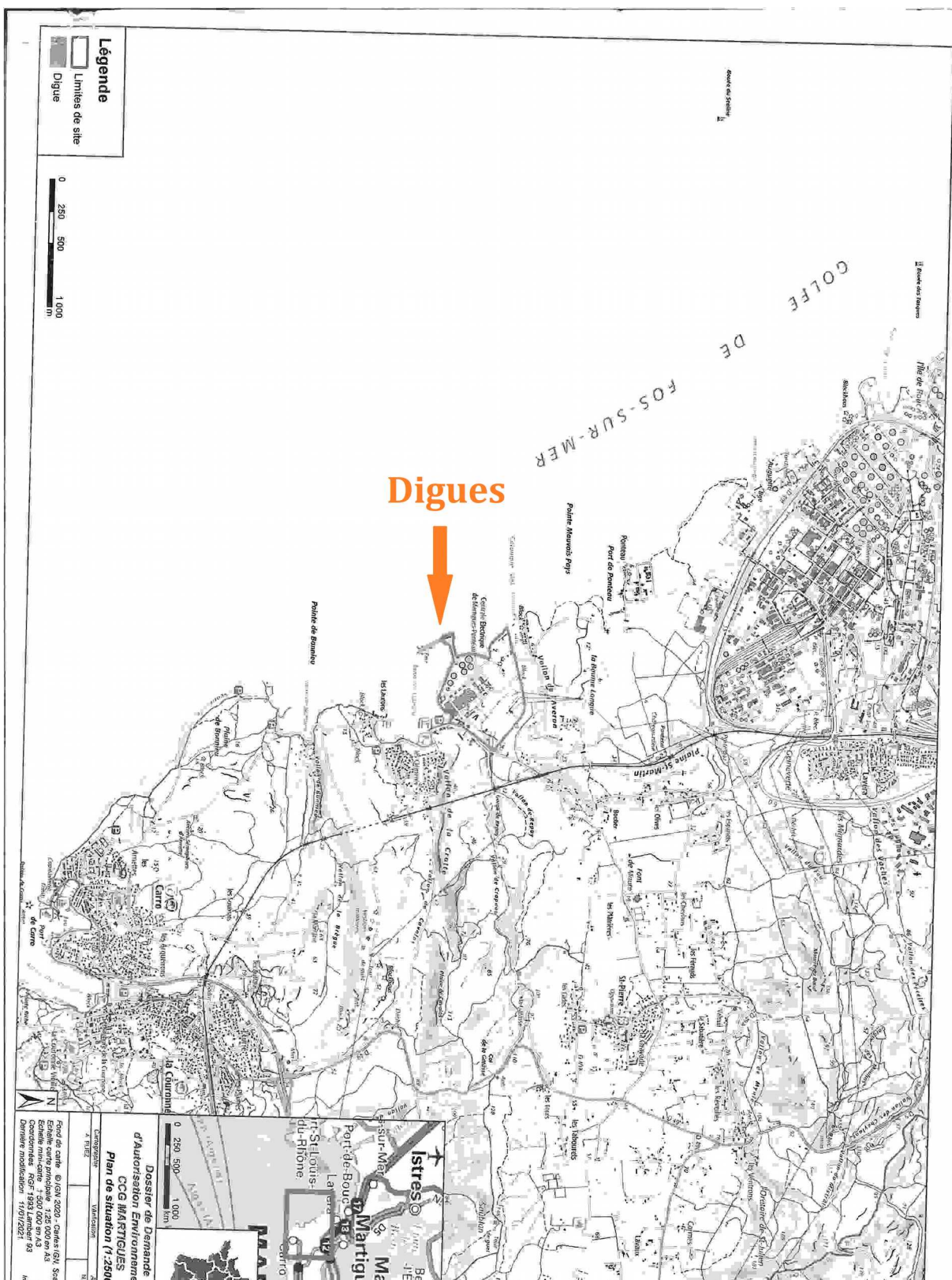
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Challeat', with a long horizontal stroke extending to the right.

Commissaire enquêteur

Le 03 Novembre 2022

Annexes

1. Plan de situation



2. Arrêté préfectoral du 08 septembre 2022



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04;84.35.42.72

Dossier 2021-276-A

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

- 8 SEP. 2022

ARRETE
soumettant à l'enquête publique unique sur la demande de la société EDF
en vue d'être autorisée à effectuer des travaux de renforcement de la
digue de protection de la Centrale Cycle Combiné Gaz (CCG)
de Martigues-Ponteau

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.511-2, et R.123-2 à R.123-21,

VU les dispositions en vigueur concernant les mesures sanitaires applicables dans le cadre de l'épidémie de covid-19,

VU la décision au cas par cas en date du 11 août 2021,

VU la demande en date du 9 mars 2022 de la société EDF,

VU le dossier annexé à la demande,

VU le rapport de fin de phase d'examen de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 5 août 2022,

VU la décision N° E 22000067/13 de la 1^{ère} Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en date du 23 août 2022, portant nomination d'un commissaire enquêteur,

CONSIDÉRANT que par demande du 9 mars 2022 la société EDF sollicite l'autorisation de procéder à des travaux de renforcement de la digue de protection de sa Centrale Cycle Combiné Gaz de Martigues Ponteau

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrites par les dispositions réglementaires susvisées,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er : Objet de l'enquête

Il sera procédé sur le territoire de la commune Martigues, à une enquête publique au sujet de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société EDF en vue de procéder à des travaux de renforcement de la digue de protection de la Centrale Cycle Combiné Gaz de Martigues-Ponteau.

Le projet consiste en une réfection de la carapace des ouvrages (dont la crête) et de la sous-couche, un reprofilage du noyau ainsi qu'une réfection de la voirie.

.../...

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE - CS 80001- 13282 MARSEILLE CEDEX 20 - 04.84.35.40.00 - TÉLÉCOPIE : 04.84.35.42.00.

Dans le cas de la digue de protection du plan d'eau, le talus arrière de l'ouvrage (côté plan d'eau) sera également reconstruit et un mur de couronnement sera ajouté.

Dans le cas de la digue de protection de la station de pompage, un mur de couronnement sera également ajouté.

ARTICLE 2 : Dossier d'enquête

Ce dossier contient un résumé non technique consultable sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier ne comporte pas d'étude d'impact selon la décision au cas par cas émise par l'autorité environnementale compétente le 11 août 2021, consultable également à l'adresse <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 06, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM).

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Martigues>

Afin que le public puisse prendre connaissance de l'ensemble du dossier, le dossier de demande d'autorisation environnementale est consultable également sur un poste informatique pendant cette même durée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installation et Travaux Réglementés pour la Protection de Milieux (BITRPM), Téléphone : 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.72

ARTICLE 3 : Désignation du commissaire enquêteur

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Marc CHALLEAT
Ingénieur Général des Ponts, des Eaux et des Forêts
Ingénieur agronome à la retraite

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par la présidente du tribunal administratif, ou le conseiller délégué par lui, et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête

ARTICLE 4 : Déroulement de l'enquête

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Les pièces des dossiers ainsi que des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en **mairie de Martigues** pendant 19 jours **du 10 au 29 octobre 2022 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner directement ses observations, propositions et contre propositions sur les registres ouverts à cet effet, aux heures habituelles d'ouvertures de la mairie de Martigues :

- Avenue Louis Sammut, 13500.

Le dossier sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête sur internet à l'adresse suivante : <http://travaux-digue-centrale-martigues.enquetepublique.net> et ces mêmes remarques pourront être transmises par voie électronique à l'adresse travaux-digue-centrale-martigues@enquetepublique.net

Ces observations, propositions et contre propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la Mairie de Martigues, **siège de l'enquête**.

Les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

en mairie de Martigues

- le lundi 10 octobre 2022 de 9h à 12h
- le lundi 17 octobre 2022 de 13h30 à 16h30
- le vendredi 21 octobre 2022 de 9h à 12h
- le vendredi 28 octobre 2022 de 13h30 à 16h30

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R.123-14 à R.123-17 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 : Fin de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis à la disposition du commissaire enquêteur, et clos par lui.

Il examinera les observations recueillies et entendra toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le demandeur lorsque celui-ci en fait la demande.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la semaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Il établira un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement, qui relate le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, puis consignera dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables

Dans un délai de trente jours à compter de la date de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra l'exemplaire du dossier de l'enquête publique de la mairie siège de l'enquête au Préfet avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif.

ARTICLE 6 : Rapport et conclusions d'enquête

Copie du rapport, des conclusions du commissaire enquêteur et des remarques et observations recueillies lors de l'enquête publique, seront adressées, dès leur réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au pétitionnaire et à la Présidente du Tribunal Administratif.

Copies des observations éventuelles en réponse du demandeur, ainsi que du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressées à la Mairie de Martigues pour y être sans délai tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance des documents précités en mairies concernées, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 7 : Publicité de l'enquête

Un avis reprenant les indications mentionnées à l'article R.123-9 du Code de l'Environnement sera affiché par les soins du maire de la commune où se situe l'ouvrage, à savoir, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces formalités devront être attestées par un certificat du maire concerné.

Cet avis sera en outre, par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, inséré dans "**La Provence**" et "**La Marseillaise**" (édition des Bouches-du-Rhône), **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête et **rappelé dans les huit premiers jours**.

Cet avis sera publié sur le site internet de la préfecture, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et également pendant toute sa durée.

Enfin, ce même avis sera affiché par le demandeur, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et les dimensions fixées par l'arrêté ministériel en date du 9 septembre 2021, quinze jours avant l'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Décision à la fin de l'enquête

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus, est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis, le cas échéant, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, assortie de prescriptions en tant que décision individuelle qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 9 : Personne responsable du projet

La responsable du projet pour l'exploitant est :
Madame Estelle DERMINE : 04.42.35.56.00,
estelle.dermine@edf.fr

ARTICLE 10 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Martigues,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Service Urbanisme,
et le Commissaire Enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le - 8 SEP. 2022

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Yvan CORDIER

3. Constat d'huissier Affichage

Dossier 538638

PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE VINGT TROIS SEPTEMBRE

A LA REQUETE DE :



EDF Unité de Production Thermique Inter-Régionale, UPTI, BP 35, Route des Laurons, 13117 LAVERA, représentée ce jour pour les besoins de la cause par Madame Puissegur Adeline, Chargée de Mission Direction EDF DTEAM UPTI CCG Martigues.

LEQUEL NOUS MANDATE :

Que notre requérante a déposé une demande d'autorisation environnementale pour la réalisation de travaux de renforcement de la digue de protection de la Centrale Cycle Combiné Gaz de Martigues Ponteau.

Qu'il est nécessaire de constater l'affichage de l'avis d'enquête publique diligentée pour ce projet, en exécution de l'arrêté du préfet en date du 8 septembre 2022.

C'est pourquoi,

DEFERANT A CETTE REQUISITION.

NOUS, Philippe de MARANS – Commissaire de Justice associé au sein de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée de Commissaires de justice associés multi-offices HEXACTE, titulaire d'un office à MARSEILLE, 74 rue Sainte, à AIX-EN-PROVENCE, 415 rue Claude Nicolas Ledoux, à SALON-DE-PROVENCE 706, Vieux Chemin d'Istres, à MARTIGUES 1 rue Alessandro Volta, soussigné,

Nous nous sommes transporté ce jour, commune de MARTIGUES, département des Bouches du Rhône, Quartier Lavera, 117 route de Ponteau.

Y étant nous avons procédé aux constatations ci-dessous :

Nous constatons la présence d'un affichage d'enquête publique de dimension 42 cm sur 59 cm, reproduisant l'avis d'enquête publique objet de notre accedit.

Cet avis est rédigé en noir sur fond jaune, les lettres du titre « Avis d'enquête publique » sont en caractères gras majuscule, de deux centimètres de hauteur.

Il est fixé contre la clôture grillagée à l'entrée de la centrale thermique.

La copie de cet avis est annexée au présent acte sur trois pages.

Pour plus de précisions, divers clichés photographiques ont été pris par nos soins que nous annexons au présent acte.

Notre ministère étant clos, nous nous sommes retiré et de tout ce que dessus, avons fait et dressé le présent procès-verbal, pour servir et valoir ce que de droit.

Philippe de MARANS

Art. L. 444-1 : Tarif non règlementé	180.00 €
Art. A. 444-48 : Frais de Déplacement	7.67 €
Total H.T.	187.67 €
T.V.A.	37.53 €
TOTAL T.T.C.	225.20 €



4. Certificat d'affichage

4614

DÉPARTEMENT
BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT
ISTRES

VILLE DE MARTIGUES

Direction de l'Urbanisme
Urbanisme réglementaire
04.42.44.31.00
dau@ville-martigues.fr



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Gaby CHARROUX, Maire de la Ville de Martigues,

Conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Certifie avoir affiché sur les panneaux d'affichage extérieurs de la Mairie et à la mairie annexe de La Couronne l'avis d'enquête publique du 8 septembre 2022, relatif à la réfection de la digue de la centrale thermique EDF de Martigues-Ponteau :

A compter du 14 septembre 2022, et ce, jusqu'au 28 octobre 2022 inclus.

Fait à Martigues, le 31 octobre 2022

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint au Maire

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues.
B.P. 00101 - 13502 Martigues Cedex - Tél. : 04 42 44 33 33 - Téléc. 441 304 - Télécopie 04 42 42 10 00 - le-maire@ville-martigues.fr

PROVENCE

FOS-SUR-MER

Le nouveau maire élu lundi

Suite du décès de Jean Hetch (PS) le 12 septembre dernier, une séance du conseil municipal pour l'élection du maire et de ses adjoints aura lieu à la Maison de la Mer ce lundi 26 septembre à 18h. Seul un candidat à cette heure s'est déjà annoncé : René Raimondi (PS), maire de Fos durant 14 ans jusqu'en 2018 et qui avait déjà assuré la suppléance de Jean Hetch à la Ville au moment de son hospitalisation.

PORT-DE-BOUC

Découverte du port

Il est encore temps de réserver vos places pour une balade en bateau gratuite ce samedi dans les bassins de Fos-sur-Mer du Grand port maritime de Marseille. Plusieurs départs sont prévus depuis le pont Van Gogh, en face de l'office du tourisme de Port-de-Bouc. Une autre visite sera aussi organisée ce dimanche dans les bassins de Marseille. Pour les réservations, contactez le 04.65.57.91.14.

PORT-DE-BOUC

La Poste rouvre

L'agence de Port-de-Bouc, située au 2 rue de la République, rouvrira ses portes le 26 septembre à 14h. Le communiqué du groupe précise que le bureau de poste de la Ville « a bénéficié d'une mise à niveau de son espace où les principes du nouveau modèle d'accueil et de conseil du Réseau La Poste ont été mis en place ». Ces travaux ont représenté un investissement de 345 000 euros selon le communiqué.

MARTIGUES

Annulation du comptoir des Laucons

En raison des mauvaises conditions météorologiques prévues ce week-end, le comptoir des Laucons (balades de découverte du littoral par terre ou par mer) programmé ce samedi 24 septembre est finalement annulé et annoncé la municipalité. L'événement devait s'inscrire en clôture de la manifestation Fadas du Monde 2022.

ANNONCES LÉGALES

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@martiguesmairie.fr

DIRECTION DE LA CROYANCE, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Centre Thermalique EDF de Martigues-Pontons

En application de l'article du Préfet en date du 8 septembre 2022, il sera procédé sur le territoire de la commune de Martigues, à une enquête publique au sujet de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société EDF en vue de procéder à des travaux de renforcement de la digue de protection de la Centrale Cycle Combiné G2 de Martigues-Pontons.

Le projet consiste en une refonte de la ceinture des ouvrages (dont le criblé) et de la zone d'écoulement, un reprofilage du rocher ainsi qu'une extension de la vasière.

Dans le cas de la digue de protection du plan d'eau, le talus antérieur de l'ouvrage (pilotis) sera également reconstruit et un mur de couronnement sera ajouté.

Dans le cas de la digue de protection de la station de pompage, un mur de couronnement sera également ajouté.

Ce dossier contient un document non technique consultable sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à l'adresse suivante : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier ne comporte pas d'étude d'impact selon la décision au cas par cas délivrée par l'autorité environnementale compétente le 11 août 2021, consultable également à l'adresse <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une consultation préalable. Dès la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001 - 13002 Marseille Cedex 03, à la Direction de la Préfecture, de la Législation et de l'Environnement (DCL), Bureau des Installations et Travaux d'Ingénierie pour la Protection des Milieux (SITIPM), Téléphone : 04.91.55.42.60 ou 04.91.55.42.72.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : Monsieur Marc CHALLEAT Ingénieur Général des Ponts, des Eaux et des Forêts Ingénieur agrégé et à la retraite

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 s'appliquent (port du masque, mesures barrières, etc.), seront prises au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'efficacité de l'enquête et la sécurité sanitaire et l'hygiène du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier en mairie et lors des présentations du commissaire enquêteur.

Les pièces des dossiers ainsi que des registres d'enquête à l'usage non notariés, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés au mairie de Martigues pendant 10 jours de 10h à 18h octobre 2022 inclus, ainsi que chaque pièce en prenant connaissance et consignera directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet, aux heures indiquées d'ouverture de la mairie de Martigues :

- Avenue Louis Samet, 13001
Le dossier sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.edf-cce-martigues-enquêtespubliques.net> et ces mêmes renseignements

ANNONCES LÉGALES

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@martiguesmairie.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'article du Préfet en date du 8 septembre 2022, il sera procédé sur le territoire de la commune de Martigues, à une enquête publique au sujet de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société EDF en vue de procéder à des travaux de renforcement de la digue de protection de la Centrale Cycle Combiné G2 de Martigues-Pontons.

Le projet consiste en une refonte de la ceinture des ouvrages (dont le criblé) et de la zone d'écoulement, un reprofilage du rocher ainsi qu'une extension de la vasière.

Dans le cas de la digue de protection du plan d'eau, le talus antérieur de l'ouvrage (pilotis) sera également reconstruit et un mur de couronnement sera ajouté.

Dans le cas de la digue de protection de la station de pompage, un mur de couronnement sera également ajouté.

Ce dossier contient un document non technique consultable sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à l'adresse suivante : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier ne comporte pas d'étude d'impact selon la décision au cas par cas délivrée par l'autorité environnementale compétente le 11 août 2021, consultable également à l'adresse <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une consultation préalable. Dès la publication de l'avis d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001 - 13002 Marseille Cedex 03, à la Direction de la Préfecture, de la Législation et de l'Environnement (DCL), Bureau des Installations et Travaux d'Ingénierie pour la Protection des Milieux (SITIPM), Téléphone : 04.91.55.42.60 ou 04.91.55.42.72.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : Monsieur Marc CHALLEAT Ingénieur Général des Ponts, des Eaux et des Forêts Ingénieur agrégé et à la retraite

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 s'appliquent (port du masque, mesures barrières, etc.), seront prises au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'efficacité de l'enquête et la sécurité sanitaire et l'hygiène du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier en mairie et lors des présentations du commissaire enquêteur.

Les pièces des dossiers ainsi que des registres d'enquête à l'usage non notariés, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés au mairie de Martigues pendant 10 jours de 10h à 18h octobre 2022 inclus, ainsi que chaque pièce en prenant connaissance et consignera directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet, aux heures indiquées d'ouverture de la mairie de Martigues :

- Avenue Louis Samet, 13001
Le dossier sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.edf-cce-martigues-enquêtespubliques.net> et ces mêmes renseignements

Vie des sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte BSR, il a été constitué une Société Civile Immobilière / dénommée :

IMFI

Objet social : L'acquisition et la gestion, location non meublée ou de mise à disposition des associés d'un immeuble

Siège social : 138 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Capital : 1000 euros

Gérance : M. Kévin MICHAËL, demeurant 136 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille

AVIS DE CONSTITUTION

Par ASP en date du 15/09/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

BELLEVAIR

Objet social : L'acquisition et la gestion, location non meublée ou de mise à disposition des associés d'un immeuble

Siège social : 138 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Capital : 1000 euros

Gérance : M. Julien CHAMBERT, demeurant 136 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Aix-en-Provence

Vie des sociétés

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

0000

Objet social : L'acquisition et la gestion, location non meublée ou de mise à disposition des associés d'un immeuble

Siège social : 138 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Capital : 1000 euros

Gérance : M. Julien CHAMBERT, demeurant 136 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille

AVIS DE CONSTITUTION

Par ASP en date du 01/09/2022, il a été constitué une SARL dénommée :

0000

Objet social : L'acquisition et la gestion, location non meublée ou de mise à disposition des associés d'un immeuble

Siège social : 138 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Capital : 1000 euros

Gérance : M. Julien CHAMBERT, demeurant 136 Traverse de la Martine villa 120 13011 Marseille Cedex 03

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@martiguesmairie.fr

Vie des sociétés

LOCATION GÉRANCE

Au terme d'un acte sous-seing privé, en date du 16 septembre 2022 à LYON, le S.A.R.L. GROUPE SCOFEM au capital de 10.000 € a pour son siège social au 27, rue Maurice Flavin à LYON - 69003, immatriculé au R.G.S. de Lyon sous le numéro 498 583 832, a donné en location-gérance son activité de TRANSPORT D'ENTREPRISES sous forme de location-gérance dans le domaine des C.S.P.L. à l'entreprise GÉRANCE, à compter du 1er OCTOBRE 2022 pour sa durée indéterminée le 31 DÉCEMBRE 2023 à la S.A.R.L. NEW SCOFEM au capital de 4.000 € sis au 120, avenue Saint-Jean à SPRIGNOLES - 83170 et immatriculé au R.G.S. de FREGIER sous le numéro 828 362 607

Pour avis

Publiez vos
annonces légales
en toute simplicité

6. Procès verbal de synthèse

Département des Bouches-du-Rhône

EDF CCG de Martigues

Enquête publique

Réfection des digues de protection de la station de
pompage et du plan d'eau CGC de Martigues

Procès-verbal de synthèse

Marc CHALLEAT
Commissaire enquêteur

Octobre 2022

Tribunal administratif de Marseille – Procès-verbal de synthèse – décision du 24 août 2022

L'article R.123-18 du Code de l'environnement précise que « dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles ».

Dans le cas présent nous avons réceptionné les registres à l'issue de l'enquête, le vendredi 28 octobre 2022 à 16h30.

Nous avons adressé le présent procès-verbal de synthèse, le samedi 29 octobre 2022, au responsable du projet (EDF), par envoi électronique à Mme Dermine, ingénieur environnement, laquelle a accusé réception du document le 29/10/2022.

Le responsable du projet a été invité à produire ses observations éventuelles.

Document établi
Le commissaire enquêteur
Marc Challéat



Adressé le 29 octobre 2022
à Mme Dermine, EDF
Ingénieur environnement

Accusé réception le 29/10/2022

Signature



1. Synthèse des observations recueillies

L'enquête s'est déroulée dans un climat parfaitement serein.

Aucune pétition n'a été reçue, ni aucun e-mail.

Aucune observation orale n'a été recueillie (copie du registre d'enquête jointe).

Un avis écrit a été présenté par le maire de Martigues (annexe jointe)

Aucune opposition aux travaux de réfection des digues n'a été exprimée.

Avis du Maire de Martigues

Par lettre du 25 octobre 2022, Henri Cambessedes, 1^{er} adjoint au maire souligne que « La ville de Martigues soutient avec force son engagement quant au maintien et au développement de cette centrale ». Il poursuit en écrivant « J'émet donc un avis favorable sans réserve au présent dossier soumis à enquête publique et vous informe que le conseil municipal délibérera le 14 novembre prochain en ce sens ... ».

Annexe
Copie du registre d'enquête

Loi d'usage
procéder aux travaux de renforcement de la
protection de la centrale thermique

ENQUÊTE RELATIVE

A

Demande de Société EDF en vue d'être autorisée à effectuer des travaux de renforcement de la digue de protection de la Centrale Cycle Combiné Gaz (CCG) de Martigues-Pantheon.

En exécution de l'arrêté du 14 septembre 2013 de Monsieur le Préfet

de Bouches-du-Rhône

In, soussigné M. CHALLEAT Marc

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant des feuillets non mobiles, pour recevoir pendant une durée de

du 10 octobre 2012

au 20 octobre 2012

Les 10 octobre 2012	de 9 heures	à 12 heures
17 octobre 2012	de 13 heures 30	à 16 heures 30
21 octobre 2012	de 9 heures	à 12 heures
28 octobre 2012	de 13 heures 30	à 16 heures 30
	de heures	à heures
	de heures	à heures
	de heures	à heures
	de heures	à heures
	de heures	à heures
	de heures	à heures

les observations du public.

A Martigues le 10 octobre 2012

Première journée :

Le 10 octobre 2012 de 9 heures à 12 heures

1. - Observations de M.

Pas d'observation recueillie.

Le 17 octobre 2012 de 14h00 à 16h30

Pas d'observation recueillie.

le 21 octobre 2011 de 9^h00 à 12^h00

Pas d'observation recueillie

le 28 octobre 2011 de 13^h30 à 16^h30

Tout d'observation oral recueillie.

Après la consultation avec le 1^{er} adjoint au maire
de Martigny, M. Henri CANBESSEDES (joint)

Registre d'urgence établi par
Mme CHOLLEAT

le 28 octobre 2011 à 16^h30



ANNEXE COURRIER DU MAIRE



Le 25 octobre 2022
N° 4618 /
Direction de l'Urbanisme
Tel : 04.42.44.31.00
Fax : 04.42.42.11.79
Courriel : dau@ville-martigues.fr
Affaire suivie par : Anne-Laure ROUX

Monsieur CHALLEAT
Commissaire enquêteur

OBJET : Enquête publique Centrale EDF Ponteau

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

La société Electricité De France exploite le site de Cycle Combiné Gaz (CCG) de Lavéra sur le site de Ponteau.

Les événements météo-marins de 2017 ont endommagé la digue de protection de la centrale, créant et aggravant des désordres sur l'ensemble du linéaire de la digue.

Le diagnostic réalisé a mis en évidence la nécessité de procéder à une profonde réfection de l'ensemble de l'ouvrage, objet notamment de la présente enquête publique, afin de garantir sa pérennité. Cette opération s'inscrit également dans l'obligation de 'maintien en état' des ouvrages imposée par l'arrêté autorisant la concession d'endiguage et d'utilisation du Domaine Public Maritime.

Au vu des éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, les travaux de renforcement de la digue impacteront le milieu marin de manière négligeable, tandis que l'emplacement du chantier de stockage des matériaux se fera dans l'emprise du complexe industriel. Le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel a donc émis un avis favorable sans condition à la demande.

La Ville de Martigues affirme avec force son engagement quant au maintien et au développement de cette centrale, dont la production d'énergie est primordiale pour notre territoire. En effet, ce site a permis de produire, en 2021, 17 % de la production thermique d'EDF en France et 12 % de la consommation d'électricité de la région PACA, équivalent à la consommation domestique de 600 000 foyers.

La crise énergétique que traverse notre pays, et plus globalement les pays européens, démontre l'absolue nécessité de disposer d'un opérateur public fort pouvant s'appuyer sur un outil industriel performant, moderne et pérenne.

Adressez toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues
B.P. 88101 - 13080 Martigues Cedex - Tél. 04 42 44 33 33 - Télécopie 04 42 42 10 50 - le-maire@ville-martigues.fr - www.ville-martigues.fr

Les travaux soumis à enquête publique portant sur la réfection de la digue permettront d'assurer cette pérennité, tout en ayant un impact environnemental insignifiant de par les mesures d'évitement et de préservation mises en œuvre.

J'émet donc un avis favorable sans réserve au présent dossier soumis à enquête publique et vous informe que le conseil municipal délibérera le 14 novembre prochain en ce sens pour affirmer l'attachement profond de la ville de Martigues à sa centrale électrique, même si l'enquête publique sera alors achevée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint au Maire

Henri CAMBESSEDES